



Syrie : Une campagne de diffamation orchestrée au sein du Conseil de sécurité de l'ONU

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 10 avril 2014

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)
Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Nations Unies](#)
Analyses: [SYRIE](#)

Les gouvernements et la presse des faux « amis de la Syrie » sont certainement satisfaits des déclarations de Mme Navi Pillay devant le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni à huis clos, le 8 avril 2014. Quoi de plus stimulant pour continuer à sereinement lobotomiser le plus grand nombre en accusant le Gouvernement syrien et l'Armée nationale syrienne de tuer le peuple syrien ?

En bref, Madame la haute commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a estimé que « le régime syrien est le principal responsable des exactions commises dans le pays... le Conseil de sécurité de l'ONU doit saisir la Cour Pénale Internationale... les agissements des deux parties ne sont pas comparables... les violations perpétrées par les forces gouvernementales dépassent largement celles des insurgés ! » [1][2]. Autant d'accusations convenues et inchangées de son propre aveu depuis Août 2011, malgré la cruauté de la « partie prétendument insurrectionnelle » qui n'est même plus ignorée par les médias complices, effarés devant tant d'horreurs !

Pour mémoire, voici la traduction de la réponse du Dr Bachar al-Jaafari, délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies, aux déclarations de Mme Navi Pillay et aux omissions de Mme Valérie Amos, secrétaire générale adjointe des Nations unies chargée des affaires humanitaires, coordonnatrice des secours d'urgence, et chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires !

Mesdames et Messieurs,

Madame le Haut-Commissaire aux droits de l'homme vient de terminer son briefing auprès des membres du Conseil de sécurité sur de nombreux sujets, y inclus sur la situation de mon pays, la Syrie.

Vous avez tous entendu ce qu'elle vient de dire, avant de quitter ce podium, de son impression personnelle et de sa propre évaluation de la situation syrienne. Vous l'avez entendue se référer à sa position première adoptée dès Août 2011. C'est ce qu'elle a dit : Août 2011 ! Ce qui correspond à quelques mois après le début de la crise en Syrie [3] ; alors qu'après cela, elle a déclaré qu'il y avait eu violation des droits humains par les deux

parties : les forces gouvernementales et les groupes armés terroristes [4]. En soi, cela confirme et corrobore sa lecture biaisée de la situation en Syrie depuis le début.

Il est malheureux que Madame le Haut-Commissaire, qui occupe une fonction aussi importante et sensible au Haut-Commissariat des droits de l'Homme [HCDH], se soit autorisée, d'emblée, à servir d'outil de pression contre le gouvernement syrien. Elle est devenue partie intégrante d'une campagne orchestrée par certains membres influents de ce Conseil pour venir s'exprimer à chaque fois qu'ils l'ont invitée à contribuer à leur politique de pression. Il n'est donc pas étonnant que la France, la Grande Bretagne et les délégations US l'aient conviée, aujourd'hui, pour jouer leur partition contre mon gouvernement.

Il est aussi vraiment déplorable que Madame Amos n'ait pas mentionné devant le Conseil ou devant vous, journalistes accrédités par l'ONU, le problème des terroristes takfiristes sévissant en Syrie. Elle n'a même pas évoqué le fait qu'ils étaient présents par dizaines de milliers, combattant le gouvernement, perpétrant des crimes, massacrant des civils, assassinant des citoyens innocents.

Elle a oublié de signaler quoi que ce soit sur ce qui se passe à Kessab et sur les groupes terroristes affiliés à Al-Nosra, au Front islamiste, et à d'autres groupes terroristes qui sont arrivés en provenance du territoire turc et qui se sont mis à massacrer des civils syriens dans cette région où la plupart des habitants sont d'origine arménienne et où, comme vous le savez, les combats se poursuivent encore.

Elle aurait dû vous éclairer un tant soit peu sur ce grave problème parce qu'il pourrait être la raison d'une violente conflagration régionale et d'une importante escalade militaire. Elle n'a rien dit, non plus, sur l'implication du gouvernement turc derrière les activités terroristes ni à Kessab, ni ailleurs.

L'un d'entre vous l'a interrogée sur la très importante information donnée par M. Seymour Hersh dans son dernier article [5][6] faisant état de « l'implication directe » du gouvernement turc d'Erdogan dans le massacre aux armes chimiques ayant eu lieu dans la Ghouta de Damas le 21 Août de l'année dernière... Mais c'est comme si, cette question ne faisait pas partie de son mandat, lequel consisterait uniquement à coincer le gouvernement syrien et à jouer, elle aussi, sa partition dans cette campagne orchestrée au sein même du Conseil de sécurité, de telle sorte que les dirigeants syriens finissent par être déférés devant le Tribunal Pénal International [TPI], tel que souhaité.

Venant d'une haute responsable du HCDH, cette situation est vraiment terrifiante. Elle agit en irresponsable. Elle va au-delà de son mandat. De plus, elle ne protège pas les droits humains, mais permet à des terroristes takfiristes et à certains gouvernements... saoudien, qatari, turc ... de continuer à massacrer la population civile syrienne et de défier le gouvernement, n'importe quel gouvernement au monde, y compris ceux qui sont influents au sein de ce Conseil ou ceux qui se sont profondément impliqués dans les massacres en Syrie.

Tous les gouvernements ont le droit, selon leur Constitution, de défendre l'ordre à l'intérieur de leur frontière pour garantir la sécurité de leur population. Mais, une fois de plus, et en dépit de toutes les informations concernant l'implication du gouvernement turc - aussi bien celles rapportées par M. Seymour Hersh que celles éventées par des enregistrements audio entre le ministre des Affaires étrangères et le chef des services secrets turcs [7] complotant et bluffant l'opinion public par la fabrication d'une opération sous « faux drapeau » devant

conduire à l'invasion militaire de la Syrie - Mme Amos a jugé qu'elle n'était pas concernée. Ce n'est pas dans son mandat !

Comme si, elle n'avait jamais entendu parler des milliers et des milliers de terroristes, de différentes nationalités, présents sur le territoire syrien... La majorité de ceux qui ont attaqué Kessab la semaine dernière venaient du Maroc et de la Tunisie. Mais ce n'est pas dans son mandat !

Ce n'est pas dans son mandat car, comme je l'ai dit, son mandat consiste uniquement à répondre positivement aux tentatives de manipulations des membres influents de ce Conseil, de sorte que leur délibération du jour sur la question syrienne aboutisse à préparer le terrain à des projets de résolution, ou autres, pouvant mener le gouvernement syrien devant le TPI. Ses actions sont désormais inféodées et son comportement est irresponsable !

Question : Vous dites que les preuves avancées par Simon Hersh, et celles apparues dans l'enregistrement audio entre responsables turcs, ont été ignorées. Avez-vous adressé des courriers, des explications, ou d'autres documents audio concernant des faits aussi graves, notamment l'utilisation des armes chimiques par l'opposition ?

Nous avons adressé des dizaines de courrier depuis le début des événements, et dernièrement nous en avons adressé une dizaine, au nom de notre gouvernement, concernant et l'enregistrement des conversations téléphoniques entre responsables turcs dont le ministre des Affaires étrangères, et l'agression militaire turque ouvertement menée contre la région de Kessab située près de la frontière syro-turque. Ceci, sans parler de mes réunions et rencontres avec de nombreux ambassadeurs et hauts fonctionnaires des Nations Unies.

Oui, nous avons informé le Secrétaire général par l'intermédiaire de la directrice de son cabinet, et j'ai moi-même informé M. Eliasson ainsi que d'autres hauts responsables aux Nations Unies de la dangereuse escalade et des manipulations du gouvernement turc.

L'article de M. Hersh est d'une grande importance puisque qu'il existe des recoupements avec les données de l'enregistrement issu du bureau du ministre turc des Affaires étrangères ; ce qui confirme absolument la participation du gouvernement turc, d'une part à l'attaque chimique de la population civile le 21 Août 2013, d'autre part à l'escalade militaire et à la fabrication d'une fausse agression syrienne cherchant à pousser le président Obama à intervenir militairement en Syrie, sous prétexte que le gouvernement syrien a dépassé « la ligne rouge ». Ce même article est aussi d'une grande importance parce qu'il indique que le président Obama était au courant des manœuvres du gouvernement turc dont la conduite va à l'encontre de toutes les lois et chartes internationales.

Question : Quelle est la position de votre gouvernement à l'égard de Genève III ou de la pause de Genève II ? Vendredi dernier a lieu une rencontre entre les militaires américains, Chuck Hagel et Martin Dempsey, et le Secrétaire général de l'ONU... que pensez-vous du Conseil de sécurité et de l'ONU ?

Concernant les pourparlers de Genève, nous attendons les initiatives de M. Brahimi. Jusqu'ici, il n'est pas revenu vers Damas et n'a avancé aucune proposition.

Concernant le Conseil de sécurité, nous avons eu à formuler de sérieuses observations...

Vous vous rappelez sans doute qu'en 2008 un accord ONU/OTAN [8] a été conclu sans en référer aux États membres et sans consulter l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous espérons que le Secrétaire général fera entendre la voix de la sagesse aux responsables militaires à Washington pour refléter la nature même des Nations Unies, fondées pour le règlement pacifique des conflits.

Question : Pensez-vous, comme le Conseil de sécurité, que le règlement du conflit en Syrie ne passe pas par la solution militaire ?

Bien sûr que nous le pensons. Nous l'avons dit à maintes reprises. C'est sur la base de cette conviction que nous avons participé aux pourparlers de Genève. Bien sûr que nous cherchons une solution politique à la crise syrienne menée par les Syriens eux-mêmes, conformément au plan de Kofi Annan et aux résolutions consensuelles du Conseil de sécurité dont la résolution 2118 [9]. Mais il est évident que nous ne pouvons pas y arriver à nous seuls. Nous avons besoin que les parties qui ont autorité sur les groupes terroristes armés exercent sérieusement leur influence pour qu'ils cessent d'envahir notre territoire, de tuer nos civils, et de violer notre souveraineté.

Question : Lorsque vous parlez de combattants étrangers, incluez-vous les Iraniens et ceux du Hezbollah ? Mme Pillay a dit qu'il y avait violations des droits humains de toutes parts, mais que les bombardements aériens et les gazages terrestres entraînaient encore plus de dommages...

En trois ans de crise, Mme Pillay ne s'est jamais rendue en Syrie et parle sans tenir compte de ce qui s'y passe réellement. Elle a négligé tous les rapports émanant des agents onusiens basés à Damas pour ne prêter son attention qu'aux rapports venant de ce qu'elle appelle « les camps de réfugiés syriens », où de nombreux opposants sont présents. Elle manipule et biaise la vérité, utilisant sa fonction pour exercer encore plus de pression sur le gouvernement syrien, ce qui constitue une violation de son mandat et de nos droits en tant qu'État membre. Nous l'avons élue pour nous représenter, non pour travailler sur d'autres agendas !

Question : Monsieur l'Ambassadeur, dois-je comprendre que vous niez toutes les allégations de violation des droits humains du côté gouvernemental ?

Absolument ! Nous l'avons dit et répété. Nous ne l'avons pas simplement nié, mais nous avons déclaré que toutes ces accusations sont fausses et non crédibles. Les membres de la dite « Commission d'enquête indépendante » ne se sont pas rendus sur place. Ils ne savent pas ce qui s'y passe. Ils n'ont pas tenu compte de nos rapports. J'ai adressé, au nom de mon gouvernement, plus de 500 lettres. Ils ne les ont pas lues ! Ils n'ont pas écouté nos déclarations. Ils le font volontairement pour que notre voix ne puissent pas être entendue par la dite « communauté internationale ». Encore une fois, tout cela fait partie d'une campagne orchestrée pour coincer et diaboliser le gouvernement syrien.

Je vous remercie !

Dr Bachar al-Jaafari

Délégué syrien permanent auprès des Nations Unies

08/04/2014

Source : Vidéo shaamnews 100

Conférence de presse du Dr Bachar al-Jaafari suite à la réunion, à huis clos, du Conseil de sécurité de l'ONU le 8 Avril 2014

https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=3vEhWvYI_8E

Texte transcrit et traduit par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Notes :

[1] Atrocités en Syrie: le régime El-Assad blâmé

<http://actualites.ca.msn.com/international/atrocit%C3%A9s-en-syrie-le-r%C3%A9gime-el-assad-bl%C3%A2m%C3%A9>

[2] Vidéo : UN / SYRIA UPDATE

<http://www.unmultimedia.org/tv/unifeed/2014/04/un-syria-update-4/>

[3] Syrie : Navi Pillay prévient les autorités que le monde est témoin du carnage

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp/storyF.asp?NewsID=25986&Cr=Syrie&Cr1=#.U0WuqVcufel>

[4] Syrie : « un cauchemar » pour Navi Pillay

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/05/27/97001-20130527FILWWW00416-syrie-un-cauchemar-pour-navi-pillay.php>

[5] Obama, Erdogan, les rebelles syriens et la ligne rouge (London Review of Books)

<http://www.legrandsoir.info/obama-erdogan-les-rebelles-syriens-et-la-ligne-rouge-london-review-of-books.html>

[6] Nouvel exposé de Seymour Hersh: la Turquie a organisé des attaques au gaz pour provoquer une guerre des États-Unis contre la Syrie

http://www.mondialisation.ca/nouvel-expose-de-seymour-hersh-la-turquie-a-organisee-des-attaques-au-gaz-pour-provoquer-une-guerre-des-etats-unis-contre-la-syrie/5377163?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=nouvel-expose-de-seymour-hersh-la-turquie-a-organisee-des-attaques-au-gaz-pour-provoquer-une-guerre-des-etats-unis-contre-la-syrie

[7] La Turquie prépare une opération 'sous faux drapeau' pour agresser la Syrie

<http://www.mondialisation.ca/la-turquie-prepare-une-operation-sous-faux-drapeau-pour-agresser-la-syrie/5376499>

[8] L'accord secret entre l'ONU et l'OTAN

<http://www.internationalnews.fr/article-29002022.html>

[9] Syrie / ONU : La résolution 2118 passée au crible de la réalité...

<http://www.mondialisation.ca/syrie-onu-la-resolution-2118-passee-au-crible-de-la-realite/5352346>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Dr. Bachar al-Jaafari](#), Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca